

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**AGENCE DE L'INFORMATIQUE DE L'ETAT
(ADIE)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE
DE LA GESTION 2011**

RAPPORT FINAL

(AVRIL 2013)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 15 avril 2013

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par l'Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics (décret N° 2007 – 545 du 25 avril 2007 modifié et complété par les décrets N° 2010 – 1188 du 13 septembre 2010, N° 2011-04 du 6 janvier 2011 et N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par l'Agence de l'Informatique de l'Etat (ADIE) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les réserves et exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) la mise en œuvre des procédures de Demande de Renseignements et de Prix est fortement marquée par **la pratique du fractionnement des commandes**. A titre d'exemples, nous avons identifié, sur la base de notre échantillon-test, **dix DRP portant acquisition de matériels informatiques pour un montant cumulé estimé à 79 911 134 F CFA**. Cette démultiplication des DRP pour des acquisitions de fournitures de même nature traduit une mauvaise planification des achats et induit un fractionnement des marchés en violation des dispositions de l'article 54-5 du CMP. Par ailleurs, l'examen des offres des soumissionnaires à **cinq de ces dix DRP** ci-avant mentionnées d'une valeur cumulée estimée à **60 348 150 F CFA** a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs en violation du principe de transparence des opérations de passation des marchés. Les cinq DRP incriminées sont relatives à l'achat de 3 ordinateurs IMAC pour 4 602 000 F CFA, de 110 Barrettes Mémoires pour 13 629 000 F CFA, de 36 micro-ordinateurs pour 14 868 000 F CFA, de 75 imprimantes pour 14 859 150 F CFA et de 30 micro-ordinateurs pour 12 390 000 F CFA.
- b) ce constat de fractionnement a également été fait pour les achats de **consommables informatiques** qui, au regard de notre échantillon-test, ont donné lieu au lancement de **quatre procédures DRP** pour un montant cumulé estimé à **35 301 824 F CFA** dépassant à nouveau le seuil de passation des marchés par appel d'offres. L'examen des offres des soumissionnaires à **trois desdites DRP estimées à 24 062 324 F CFA** sont encore marquées par des signes de **collusion** entre fournisseurs. Ces acquisitions récurrentes auraient dû donner lieu à l'organisation d'appels d'offres avec conclusion de marchés à commandes ou de marchés de clientèle.
- c) l'examen des offres des soumissionnaires au marché portant sur **la migration en release 8 et sur l'interconnexion des OXO des sites du Technopole et de ORANA** a encore permis d'identifier des signes de collusion entre les fournisseurs AFRIKA TECH et AZIMUTS SERVICES ; ce marché a été attribué à CFAO TECHNOLOGIE pour 5 833 941 F CFA ;
- d) l'examen des offres des soumissionnaires aux marchés portant acquisition de matériels de bureau attribués respectivement à LUQMAAN ENTREPRISE pour 13 015 400 F CFA et à KALOOM pour 11 705 364 F CFA a également permis de constater des signes de collusion entre fournisseurs.

La récurrence de ces fractionnements et pratiques collusives est une illustration d'un manque de transparence préjudiciable à l'efficacité de la commande publique.

- e) pour l'entretien et la réparation des véhicules, nous avons relevé une démultiplication de commandes directes effectuées **hors procédures concurrentielles documentées** pour un montant estimé à **12 857 151 F CFA** dans notre échantillon ; dans ce cas, outre le fractionnement, on note des ententes directes non autorisées. ;
- f) un marché portant **acquisition de 40 téléphones portables** a été attribué à KST Technologie pour un montant de 14 160 000 F CFA au terme d'une procédure de DRP pour laquelle nous n'avons pas obtenu les offres des quatre autres soumissionnaires mentionnés dans le procès-verbal d'attribution. Il s'y ajoute que la lettre d'invitation à soumissionner comporte des noms de marque non suivis de la mention « ou équivalent », en violation des dispositions de l'article 7 du CMP ;
- g) le marché portant sur l'entretien des chambres du réseau a été attribué à LADCO hors procédure concurrentielle documentée pour un montant de 4 669 120 F CFA.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de nos travaux

- a) le rapport annuel de la Cellule de Passation des Marchés (article 143 du CMP) destiné à la DCMP et à l'ARMP n'a pas été préparé ;
- b) les rapports trimestriels de la Cellule de Passation des Marchés non plus n'ont pas été transmis à la DCMP et à l'ARMP.

A notre avis, au regard de l'importance des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	6
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1 Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	8
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	10
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	12
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	14
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	24
2.1 Contexte de l'intervention	25
2.2 Objectifs de la mission	26
2.2.1 Objectifs généraux	26
2.2.2 Objectifs spécifiques	26
2.2.3 Etendue des travaux à effectuer	27
2.2.4 Rapports émis au terme de la mission	30
3 Approche méthodologique	31
3.1 Revue approfondie des textes de référence	32
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	33
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	34
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	35
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	36
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	37
4 Résultats des travaux	38
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	39
4.1.1 Commission des marchés	39
4.1.2 Cellule de passation des marchés	39
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	39
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	40
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	40
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	40
4.1.5 Rappel des seuils applicables à l'ADIE	40
4.2 Examen des marchés	40
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	40
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres	43
4.2.3 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	44

Liste des abréviations et sigles

ADIE	Agence de l'Informatique de l'Etat
AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés est marquée par la récurrence des collusions et des fractionnements.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des principes de transparence des opérations de passation des marchés.

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>RAS</p>
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE
<p>RAS</p>

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	DP N° 001/DP/ADIE/2011 Mission de conseil en système d'information et d'appui à la mise en place et déploiement des télé procédures dans le cadre du projet d'Information des Formalités Administratives (SAFI	DRP Matériel de réseau	DRP Matériel de réseau	DRP Entretien des chambres du réseau de l'ADIE	DRP Travaux de Migration en Release 8 et d'interconnexion des OXO des sites du Technopole et de ORANA
Nature	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	Fournitures	Fournitures	Services	Services
Attributaires	ALINIS	MARIE	KST Technologie	LADCO SUARL	CFAO Technologies
Montants en F CFA TTC	52 562 038	11 239 500	14 160 000	4 669 120	5 833 941
Violation de l'art 7 du CMP sur l'interdiction des indications de marques		✓			
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les justifications à fournir	✓	✓			
Violation des articles 83 et 84 du CMP sur l'attribution et l'approbation des marchés	✓	✓	✓		✓
Violation de l'article 133 sur la mention des pénalités de retard		✓	✓	✓	✓
Existence de signes de collusion					✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés		✓	✓	✓	✓
Absence de procédure concurrentielle				✓	

Description	DRP Formation IPBX – ALCATEL OMNIPCX (OXO)	DRP Matériels Informatiques	DRP Matériels Informatiques	DRP Matériels Informatiques	DRP Matériels Informatiques
Nature	Services	Fournitures	Fournitures	Fournitures	Fournitures
Attributaires	CFAO TECHNOLOGIES	MEDIA AFRIQUE	Matériels Bureautiques & Informatiques	STABURO SARL	MEDIA AFRIQUE
Montants en F CFA TTC	2 124 000	4 602 000	13 629 000	7 244 657	14 868 000
Commandes directes hors procédure concurrentielle	✓				
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés		✓	✓	✓	✓
Existence de signes de collusion		✓	✓		✓

Description	DRP Matériels Informatiques	DRP Matériels Informatiques	DRP Fourniture de Consommables Informatiques	DRP Fourniture de Consommables Informatiques
Nature	Fournitures	Fournitures	Fournitures	Fournitures
Attributaires	COMPUTER LAND	ETS DE LA PLACE	Central Solution Sarl	AFRICA Business Commerce
Montants en F CFA TTC	14 859 150	12 390 000	12 620 100	5 188 224
Violation de l'art 7 du CMP sur l'interdiction des indications de marques			✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Opérations de régularisation				✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 78 du CMP sur les DRP			✓	
Existence de signes de collusion	✓	✓	✓	✓

Description	DRP Fourniture de Consommables Informatiques	DRP Réparation du Câble Fibre Optique au Niveau de KEUR MBAYE FALL sur l'axe Technopole-Rufisque	DRP Travaux de raccordement au réseau E-GOV	DRP Entretien et réparation véhicules
Nature	Fournitures	Services	Services	Services
Attributaires	EMMT	GLOBAL SERVICES ENIT	LADCO SUARL	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)
Montants en F CFA TTC	6 254 000	2 646 374	2 347 610	1 346 970
Commandes directes hors procédure concurrentielle		✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓			✓
Existence de signes de collusion	✓			

Description	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules
Nature	Services	Services	Services	Services
Attributaires	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)
Montants en F CFA TTC	533 335	1 020 458	439 031	779 390
Commandes directes hors procédure concurrentielle	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules
Nature	Services	Services	Services	Services
Attributaires	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)
Montants en F CFA TTC	1 304 381	760 203	2 508 886	954 620
Commandes directes hors procédure concurrentielle	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓	✓	✓	✓

Description	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Entretien et réparation véhicules	DRP Formation IPBX – ALCATEL OMNIPCX (OXO)	DRP Acquisition d'ordinateurs
Nature	Services	Services	Services	Fournitures
Attributaires	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	Comptoir Technique d'Equipement (CTE)	CFAO Technologies	Media Afrique
Montants en F CFA TTC	1 085 600	2 124 277	10 269 824	767 000
Commandes directes hors procédure concurrentielle	✓	✓		✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓	✓		
Violation de l'article 133 sur la mention des pénalités de retard			✓	

Description	DRP Matériel informatique	DRP Etudes architecturales projet de construction d'un hangar et d'un restaurant	DRP Audit externe (Commissariat aux Comptes) de l'ADIE	DRP Séminaire sur la gouvernance des systèmes d'information
Nature	Fournitures	Services	Services	Services
Attributaires	Media Afrique	Démarches Matériaux Tendance DMT	Cabinet SMBF-OPTIMUM	FINETECH
Montants en F CFA TTC	1 829 000	3 540 000	5 605 000	3 363 000
Commandes directes hors procédure concurrentielle	✓			
Violation de l'article 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓			
Violation de l'article 133 sur la mention des pénalités de retard	✓	✓	✓	

Description	DRP Matériel informatique	DRP Fournitures de bureau	DRP Fournitures de supports de communication	DRP Acquisition de matériel de bureau
Nature	Fournitures	Fournitures	Fournitures	Fournitures
Attributaires	Media Afrique	LUQMAAM Entreprise	SOCALA SA	LUQMAAM Entreprise
Montants en F CFA TTC	2 124 000	8 891 743	5 320 000	13 015 400
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur les procédures de DRP	✓	✓	✓	✓
Opérations de régularisation		✓	✓	
Violation de l'article 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓		✓	✓
Violation de l'article 54.5 du CMP sur l'interdiction du fractionnement des marchés	✓			
Existence de signes de collusion				✓

Description	DRP Acquisition de matériel didactique	DRP Acquisition d'imprimantes	DRP Réalisation de travaux de menuiserie métallique	DRP Supports de communication
Nature	Fournitures	Fournitures	Travaux	Fournitures
Attributaires	ETS Le Kaloom	Staburo SARL	Africaine de Chaudronnerie & Tuyauterie	KST Technologie
Montants en F CFA TTC	11 705 364	14 842 984	14 163 540	2 950 000
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur les procédures de DRP	✓	✓		
Opérations de régularisation	✓	✓		
Existence de signes de collusion		✓		
Commandes directes hors procédure concurrentielle				✓
Violation de l'article 6 du CMP : Défaut d'inscription du marché dans le PPM	✓	✓	✓	✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓	✓	✓
Violation de l'article 133 sur la mention des pénalités de retard			✓	
Incohérence des informations inscrites dans les différents documents de passation : date de notification antérieure à celle de l'attribution	✓	✓	✓	

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2011 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2011, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;

- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2011, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants :

- contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix, à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2011 – 04 du 06 janvier 2011 modifiant et complétant le décret N° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010 – 1188 du 13 septembre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;

- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'Agence de l'Informatique de l'Etat pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur

l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,

- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais

requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),

- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,

- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de l'ADIE, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du MEF pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

L'acte de nomination des membres de la Commission des Marchés a été pris le 27 janvier 2011 alors que l'article 36-1 dispose que cette nomination des membres de la CM doit intervenir au plus tard le 5 janvier de l'exercice en cours.

Les représentants de la tutelle (Présidence de la République) tout comme du Contrôle Financier au sein de la Commission des Marchés ont également été désignés.

La Commission des Marchés s'est bien appropriée les dispositions du CMP au regard de la qualité des différents procès verbaux, des rapports d'évaluation et de la qualité du classement des pièces de marché. La Commission des Marchés s'est conformée à ses obligations d'information des candidats aux différents stades du déroulement des procédures à chaque fois que ladite information est requise. Il convient cependant de déplorer que les procédures de DRP soient marquées par la récurrence des collusions et des pratiques de fractionnement des commandes. Il faut également noter que le Directeur de l'Exploitation agit, sur certaines procédures de DRP, comme Personne Responsable des Marchés et assure la suppléance du Président de la Commission des Marchés qui sont des fonctions incompatibles. Les dispositions doivent absolument être prises pour veiller à la transparence des opérations de passation des marchés de DRP.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés a également été instituée conformément à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

4.1.3 CHARTE D'ETHIQUE ET DE TRANSPARENCE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte d'éthique et de transparence en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées pour la plupart en janvier 2011.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de l'ADIE, de l'état d'exécution dudit PPM, de l'avis général de passation des marchés et apprécié leur établissement conforme aux modèles prescrits par la DCMP.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Plan de Passation des Marchés a été confectionné et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP. Nous n'avons pas obtenu le justificatif de la transmission du PPM pour nous assurer du respect du délai réglementaire. Pour rappel, le PPM doit être établi et transmis à la DCMP au plus tard le 31 décembre 2010 pour ce qui concerne la gestion 2011.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié dans Le Soleil des 08 et 09 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels puisqu'il est fait obligation à chaque AC de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A L'ADIE

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de l'ADIE sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'ADIE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	50	600	400	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	30	400	200	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	30	200	200	350	NA	≥ 35

4.2 EXAMEN DES MARCHES

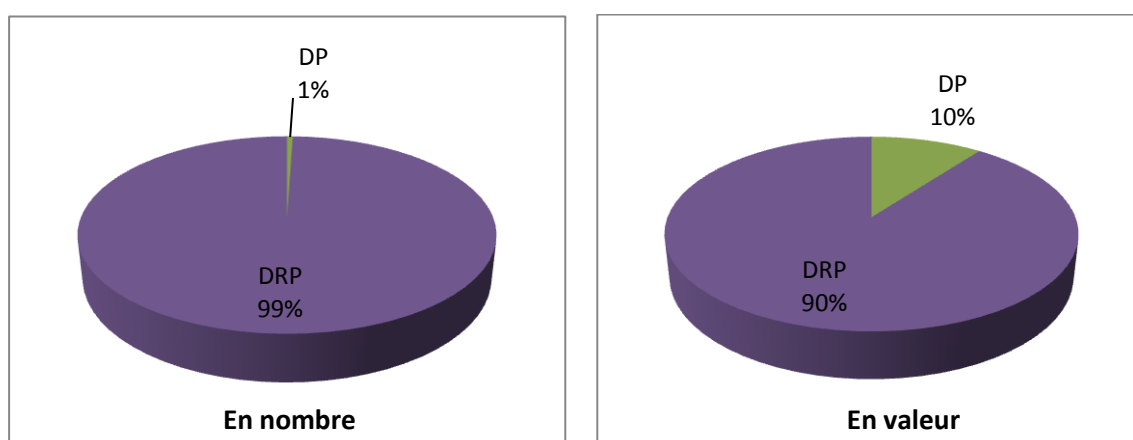
4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Tableau récapitulatif des marchés présentés et revus par mode de passation

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2010		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)						
Appel d'offres restreint (AOR)						
Demande de Proposition (DP)	1	52 562 038	1	52 562 038	100	100
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	187	458 025 013	41	245 919 682	21,93	53,6
Entente directe (ED)					-	
Avenant					-	
TOTAL	188	510 587 051	42	298 481 720	22,34	58,4

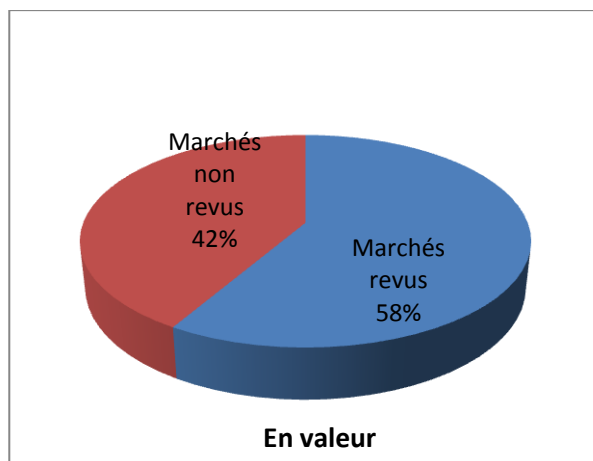
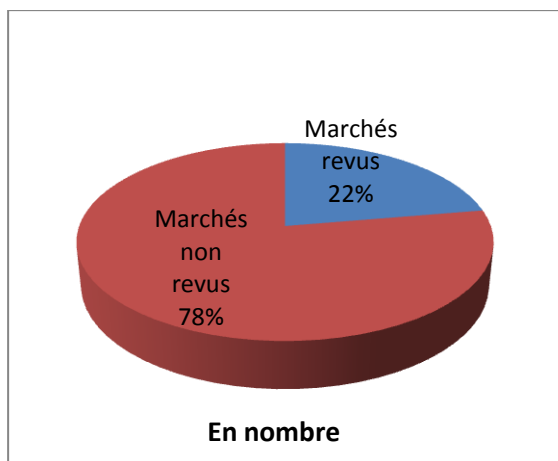
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



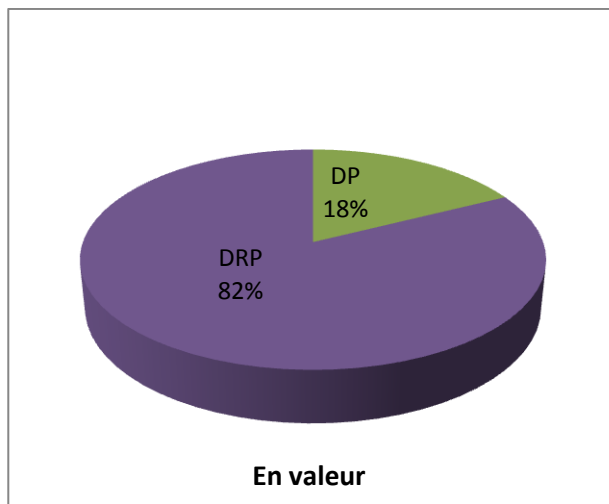
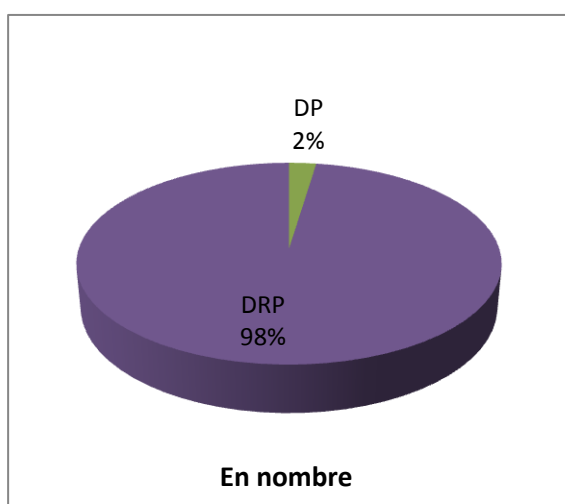
CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

Les diagrammes ci – après illustrent la couverture globale des marchés par nos travaux et la répartition des marchés couverts par mode de passation

Nous avons examiné l'unique demande de proposition (100% en nombre et en valeur) et 41 des 187 DRP (21,93% en nombre et 53,69% en valeur) passés par l'ADIE soit un taux de couverture de 22,34% en nombre et 58,46 % en valeur.



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE PROPOSITIONS

DP N° 001/DP/ADIE/2011 Mission de conseil en système d'information et d'appui à la mise en place et déploiement des télé procédures dans le cadre du projet d'Information des Formalités Administratives (SAFI)	
Date de publicité de la MI	23 mars 2011
Date limite de dépôt et d'ouverture des MI	12 avril 2011
Délai de préparation des MI	19 jours
Date d'évaluation des MI	13 avril 2011
Date de validation de la liste restreinte par la Commission des Marchés	3 mai 2011
Date de validation de la liste restreinte et de la DP par la DCMP	6 juin 2011
Date d'invitation des candidats présélectionnés pour la DP	16 juin 2011
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	-18 juillet 2011
Délai de préparation des offres	32 jours
Période de validité des offres	DP non transmise
Date d'évaluation des offres techniques	20 juillet 2011
Date d'examen du rapport d'évaluation des offres techniques	25 juillet 2011
Date de notification des notes techniques aux candidats et d'invitation à l'ouverture des offres financières	19 août 2011
Date d'ouverture des offres financières	25 août 2011
Date de notification de l'attribution provisoire	21 septembre 2011
Date de notification de l'attribution définitive et d'information des candidats non retenus	17 octobre 2011
Date de négociation du contrat	

Date de souscription du contrat	26 octobre 2011
Date d'approbation du contrat	27 octobre 2011
Date d'immatriculation	10 novembre 2011
Date de notification du marché	15 novembre 2011
Date d'enregistrement du contrat	15 décembre 2011
Fournisseurs consultés	4
Nombre d'offres reçues	2
Délai d'exécution	12 mois
Attributaire	ALINIS
Montant du marché	52 562 038 F CFA TTC
Non conformités	Les pièces administratives requises pour avoir accès à la commande publique n'ont pas été produites par les candidats et n'ont pas non plus été vérifiées à l'ouverture des plis au regard des informations consignées dans le PVO.
Recommandations	Se conformer aux dispositions des articles 43 et 44 du CMP.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

Description	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3	DRP N° 4
Nature	Achat de clés USB 97 clés de 128 Go et 70 clés de 60 Go	Achat de téléphones portables Blackberry (40 dans la cotation de l'attributaire)	Entretien des chambres du réseau de l'ADIE	Travaux de Migration en Release 8 et d'interconnexion des OXO des sites du Technopole et de ORANA
Date de saisine des fournisseurs	23 juin 2011	15 mars 2011	-	19 juillet 2011
Date limite de dépôt des offres	30 juin 2011	25 mars 2011	-	29 juillet 2011
Délai de préparation des offres	7 jours	10 jours	-	10 jours
Date d'ouverture des plis	1 ^{er} juillet 2011	25 mars 2011	-	-
Date des lettres d'information aux candidats non retenus	04 juillet 2011	28 mars 2011	-	11 août 2011
Date d'attribution	13 juillet 2011	1 ^{er} avril 2011	-	23 août 2011
Date de notification d'attribution	18 juillet 2011	05 avril 2011	-	25 août 2011
Date de signature du contrat	08 août 2011	06 avril 2011	23 juin 2011	29 août 2011
Date d'enregistrement	02 septembre 2011	06 avril 2011	29 juin 2011	12 septembre 2011
Attributaire	MARIE	KST Technologie	LADCO SUARL	CFAO Technologies
Montant du marché en F CFA TTC	11 239 500	14 160 000	4 669 120	5 833 941

Non conformités	<p>L'examen de la décision de nomination des membres de la Commission des Marchés a permis de noter que le Directeur d'Exploitation qui est le suppléant du Président assure dans bien des cas la Présidence de la Commission des Marchés. Il signe dans ces procédures les PV d'attribution et les marchés. Ce cumul de fonctions n'est pas conforme à l'esprit du CMP car en agissant comme Personne Responsable des Marchés, au regard de son rôle dans l'achèvement de la procédure tel que précisé par les articles 83 et 84 du CMP, il ne peut être membre de la Commission des Marchés et a fortiori en assurer la présidence même comme suppléant ;</p> <p>Certaines mentions obligatoires devant figurer dans les marchés au regard de l'article 13 du CMP ne sont pas incluses dans plusieurs contrats conclus par l'ADIE notamment la clause relative aux pénalités de retard en violation de l'article 133 du CMP ;</p> <p>Les justificatifs de reversement de la TVA précomptée ne sont pas versés aux dossiers de passation.</p> <p>DRP N° 1 - ACHAT DE CLES USB 97 CLES DE 128 Go ET 50 CLES DE 64 Go ATTRIBUE A MARIE POUR 11 239 500 F CFA</p> <p>L'examen des lettres d'invitation à soumissionner a permis de noter qu'un nom de marque (Kingston) a été utilisé, en violation de l'article 7 du CMP, pour caractériser les articles demandés dans le cadre de cette consultation relative à l'achat de clés USB.</p> <p>DRP N° 2 ACHAT DE 40 TELEPHONES PORTABLES BLACKBERRY 9630 CDMA ATTRIBUE A KST TECHNOLOGIE POUR 14 160 000 F CFA</p> <p>Nous notons que la lettre d'invitation à soumissionner ne donnait aucune indication sur la quantité de téléphones portables requise ; il n'y était pas non plus annexé de bordereau descriptif et quantitatif même si l'attributaire du marché a coté pour 40</p>
------------------------	--

	<p>téléphones ;</p> <p>Les offres des quatre autres soumissionnaires n'ont pas été mises à notre disposition pour nous permettre de vérifier la réalité de la concurrence et aucune lettre d'invitation n'a été déchargée pour attester de leur transmission effective à leurs destinataires. Il en est de même des lettres adressées aux soumissionnaires non retenus pour les informer du rejet de leurs offres ;</p> <p>Le bordereau de livraison a été déchargé par le Directeur de l'Exploitation qui avait auparavant signé seul le procès verbal d'attribution et a approuvé le contrat. Notons que le Directeur de l'Exploitation a également présidé la Commission de Réception. Un cumul de tâches incompatibles ne permettant pas un réel contrôle réciproque est constaté qui ne garantit pas toujours la transparence des opérations.</p> <p>DRP N° 3 ENTRETIEN DES CHAMBRES DU RESEAU DE L'ADIE ATTRIBUE A LADCO SUARL POUR 4 669 120 F CFA</p> <p>Ce contrat a été attribué à LADCO sans la mise en œuvre d'une procédure concurrentielle documentée. Le dossier mis à notre disposition ne comprenait que les documents relatifs à l'exécution du marché (contrat, facture, PV de réception technique...).</p> <p>DRP N° 4 TRAVAUX DE MIGRATION EN RELEASE 8 ET D'INTERCONNEXION DES OXO DES SITES DU TECHNOPOLE ET DE ORANA ATTRIBUE A CFAO TECHNOLOGIES POUR 5 833 941 F CFA</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis n'a pas été versé au dossier de même que le cahier de charges devant préciser les spécifications techniques des travaux. L'examen des factures pro forma nous a permis d'identifier de nombreuses similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs. L'examen des factures pro forma des sociétés AFRIKA TECH et AZIMUTS</p>
--	--

	SERVICES a permis d'identifier des similitudes laissant entrevoir une collusion entre ces deux fournisseurs.
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 7, 54-5 et 133 du CMP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés ;</p> <p>Veiller à plus de transparence dans les procédures de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6
Nature	Matériels Informatiques	Matériels Informatiques	Matériels Informatiques	Matériels Informatiques	Matériels Informatiques	Matériels Informatiques
Date de saisine des fournisseurs	27 Juillet 2011	03 Mai 2011	03 Janvier 2011	10 Janvier 2011	28 Octobre 2011	11 Juillet 2011
Date limite de dépôt des offres	05 Aout 2011	11 Mai 2011	07 Janvier 2011	21 Janvier 2011	07 Novembre 2011	18 Juillet 2011
Délai de préparation des offres	08 jours	07 jours	03 jours	10 jours	09 jours	06 jours
Date d'ouverture des plis	08 Aout 2011	13 Mai 2011	07 Janvier 2011	21 Janvier 2011	10 Novembre 2011	19 Juillet 2011
Date d'attribution	12 Aout 2011	20 Mai 2011	14 Janvier 2011	02 Février 2011	23 Novembre 2011	26 Juillet 2011
Notification d'attribution	16 Aout 2011	23 Mai 2011	18 Janvier 2011	02 Février 2011	24 Novembre 2011	26 Juillet 2011
Information des candidats non retenus	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 08 Aout 2011 soit 03 jours avant l'attribution	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 16 Mai 2011 soit 03 jours avant l'attribution	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 10 Janvier 2011 soit 03 jours avant l'attribution	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 26 Janvier 2011 soit 06 jours avant l'attribution	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 16 Novembre 2011 soit 06 jours avant l'attribution	-
Attributaire	MEDIA AFRIQUE	Matériels Bureautiques & Informatiques	STABURO SARL	MEDIA AFRIQUE	COMPUTER LAND	ETS DE LA PLACE
Montant du marché en F CFA TTC	4 602 000	13 629 000	7 244 657	14 868 000	14 859 150	12 390 000

Fournitures	03 Ordinateurs IMAC 21.5	110 Barrettes Mémoires DIMM FBD 4 go	10 Micro-ordinateurs HP et 04 Imprimantes Laserjet HP	36 Micro-ordinateurs HP	75 Imprimantes HP	30 Micro-ordinateurs
Contrat ou bon de commande	Contrat signé le 22 Aout 2011 et enregistré le 23 Aout 2011	Contrat signé le 25 Mai 2011 et enregistré le 09 Juin 2011	Contrat signé le 20 Janvier et enregistré le 07 Février 2011	Contrat signé le 04 Février et enregistré le 10 Février 2011	Contrat signé le 28 Novembre et enregistré le 19 Décembre 2011	Contrat signé le 22 Aout 2011 et enregistré le 23 Aout 2011
Délai d'exécution	08 jours à compter de la date de signature du contrat					
Réception	Reçues le 23 Aout sans réserves	Reçues le 06 Juin sans réserves	Reçues le 26 Janvier sans réserves	Reçues les 08 et 10 février sans réserves		Reçues le 16 Aout sans réserves
Règlement	CHEQUE N° 9688111 du 26 Aout 2011	CHEQUE N° 8796187 du 09 Juin 2011	CHEQUE N° 8796051 du 04 Février 2011	CHEQUE N° 8796060 du 21 Février 2011	CHEQUE N° 9688211 du 20 Décembre 2011	CHEQUE N° 9688102 du 25 Aout 2011
Examen du PV d'attribution	Le procès verbal d'attribution n'est visé que par le Président de la commission des marchés. Pour les DRP 1, 3, 4 et 6 le Président de la Commission des marchés est également la Personne Responsable du Marché					
Non conformités	<p>Sur la base de notre échantillon test, nous avons identifié dix DRP portant acquisition de matériels informatiques pour un montant cumulé estimé à 79 911 134 F CFA. Cet abus de DRP pour des acquisitions de fournitures de même nature traduit une situation de fractionnement des marchés en violation des dispositions de l'article 54-5 du CM ;</p> <p>Ce constat de fractionnement a également été fait pour les achats de consommables informatiques qui, au regard de notre échantillon test ont donné lieu à l'organisation de quatre DRP pour un montant cumulé estimé à 35 301 824 F CFA dépassant le seuil de passation des marchés par appel d'offres, pour l'entretien et la réparation des véhicules pour lequel nous avons relevé une démultiplication de commandes directes hors procédures concurrentielles pour un montant estimé à 12 857 151 F CFA dans notre échantillon.</p> <p>ACHAT DE TROIS ORINATEURS IMAC 21.5 ATTRIBUE A MEDIA AFRIQUE POUR 4 602 000 F CFA</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs ; il s'agit d'une entorse</p>					

	<p>au principe de transparence édicté par le COA.</p> <p>ACQUISITION DE 110 BARRETTES MEMOIRES DIMM FBD 4 GO ATTRIBUE A MATERIELS BUREAUTIQUES & INFORMATIQUES POUR 13 629 000 F CFA</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des signes de collusion entre GROUPE AL AMINE et GTE</p> <p>ACQUISITION DE 36 MICRO-ORDINATEURS HP ATTRIBUE A MEDIA AFRIQUE POUR 14 868 000 F CFA</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des signes entre ETS DE LA PLACE, EDK, MEDIA AFRIQUE, CO EQUIPE et SANOSI SYLLA.</p> <p>ACQUISITION DE 30 MICRO-ORDINATEURS ATTRIBUE A ETS DE LA PLACE POUR 12 390 000 F CFA</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des signes entre ETS DE LA PLACE, EDK, MAME MOR MBACKE DIAGNE et SANOSI SYLLA.</p> <p>ACHAT DE 75 IMPRIMANTES HP ATTRIBUE A COMPUTER LAND POUR 14 859 150 F CFA</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des signes de collusion entre MBC, INTEGRAL et PRESTIGE CONSULTING.</p>
Recommandations	<p>L'Autorité Contractante doit informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres après l'approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés ;</p> <p>Faire signer les marchés par les personnes habilitées conformément à l'article 27 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 11 588 fixant les conditions de désignation des membres de la Commission des marchés ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive ;</p>

	Eviter le fractionnement des marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP 1	DRP 2	DRP 3
Nature	Fourniture de Consommables Informatiques	Fourniture de Consommables Informatiques	Fourniture de Consommables Informatiques
Date de saisine des fournisseurs	20 Mai 2011	12 Octobre 2011	13 Décembre 2010
Date limite de dépôt des offres	27 Mai 2011	20 Octobre 2011	27 Décembre 2010
Délai de préparation des offres	06 jours	07 jours	13 jours
Date d'ouverture des plis	30 Mai 2011	21 Octobre 2011	27 Décembre 2010
Date d'attribution	06 Juin 2011	28 Octobre 2011	27 Décembre 2010
Notification d'attribution	16 Aout 2011	28 Octobre 2011	28 Décembre 2010
Information des candidats non retenus	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 31 Mai 2011 soit 05 jours avant l'attribution	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 24 Octobre 2011 soit 05 jours avant l'attribution	Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres le 28 Décembre 2010
Attributaire	Central Solution Sarl	Africa Business Commerce	EMMT
Montant du marché en F CFA TTC	12 620 100	5 188 224	6 254 000
Fournitures	Disques durs, Barrettes de Mémoire, clé USB, Carte Graphique, Carte Réseau, Chargeurs Universels portables, Câbles USB, Hub USB	Switch manageable, Disques Durs,	Disques durs, Barrettes de Mémoire, clé USB, Claviers USB, Lecteurs Externes, Scanners, Câbles USB, Hub USB
Contrat ou bon de commande	Contrat signé le 15 Septembre et enregistré le 22 Septembre 2011	Contrat signé le 02 Novembre et enregistré le 26 Décembre 2011	Contrat signé le 29 Décembre 2010 et enregistré le 21 Mars 2011
Délai d'exécution			
Réception		Reçues le 31 Octobre sans réserves	Reçues le 30 Décembre 2010 sans réserves

Règlement	CHEQUE N° 9688135 du 04 Octobre 2011	CHEQUE N° 9688177 du 04 Novembre 2011	CHEQUE N° 8796105 du 30 Mars 2011
Non conformités	<p>ACHAT DE DISQUES DURS, BARRETTES DE MEMOIRE, CLE USB, CARTE GRAPHIQUE, CARTE RESEAU, CHARGEURS UNIVERSELS PORTABLES, CABLES USB, HUB USB</p> <p>L'indication de marque telle que mentionnée dans les lettres d'invitation à soumissionner est proscrite. Toutefois, l'indication de la marque suivie de la mention « ou équivalent » est autorisée lorsque l'Autorité Contractante n'a pas la possibilité de donner une description suffisamment précise de l'objet en question suivant l'article 7 du CMP ;</p> <p>Les candidats non retenus ont été informés du rejet de leurs offres 05 jours avant l'approbation de la proposition d'attribution provisoire de la Commission des marchés pour les DRP 1 & 2 ; ce qui n'est pas conforme à l'article 78-2 du CMP ;</p> <p>Le procès verbal d'attribution n'est visé que par le Président de la commission des marchés. Par ailleurs, cette acquisition est destinée au Service Informatique de la Présidence de la République et n'est pas en principe imputable au budget de l'ADIE ;</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis d'identifier des signes de collusion entre MARIE, MBI et ETS ESS.</p> <p>ACHAT DE SWITCH ET DE DISQUES DURS - AFRICA BUSINESS COMMERCE POUR 5 188 224 F CFA TTC</p> <p>Les fournitures, objet du marché, ont été livrées et réceptionnées le 31 octobre 2011 avant la signature du contrat en date du 2 novembre 2011 ; il s'agit d'une exécution anticipée du contrat en violation du CMP ;</p> <p>L'examen des factures pro forma a permis de noter des similitudes suspectes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.</p> <p>DRP N° 3 ATTRIBUEE A EMMT POUR 6 254 000 F CFA TTC</p> <p>L'examen des offres nous a permis de déceler des indices de collusion entre EMMT, ETS ESS et NGAYENE Entreprise. Il s'agit d'une acquisition de la Gestion 2010 de la Présidence de la République dont la procédure a été déroulée par le SAGE de la PR qui a été imputée à tort sur le Budget de l'ADIE en 2011.</p>		

Recommandations	<p>L'Autorité Contractante ne doit informer les candidats non retenus du rejet de leurs offres qu'après approbation de la proposition d'attribution de la Commission des Marchés ;</p> <p>Faire signer les marchés par les personnes habilitées conformément à l'article 27 du CMP ;</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'Arrêté N° 11 588 fixant les conditions de désignation des membres de la Commission des marchés ;</p> <p>Bannir toute pratique collusive ;</p> <p>Eviter le fractionnement des marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6
Nature	Formation IPBX – Alcatel OMNIPCX (OXO)	Acquisition d'ordinateurs	Matériel Informatique	Etudes architecturales projet de construction d'un hangar et d'un restaurant	Audit externe (commissariat aux comptes) de l'ADIE	Séminaire sur la gouvernance des systèmes d'information
Date de saisine des fournisseurs	18 Février 2011	14 Janvier 2011	24 Octobre 2011	-	-	-
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	28 Février 2011	19 Janvier 2011	28 Octobre 2011	-	-	-
Délai de préparation des offres	9 jours	4 jours	3 jours	-	-	-
Date d'attribution	-	-	-	-	-	-
Notification d'attribution	-	-	-	-	-	-
Date de souscription	-	-	-	06 juillet 2011	14 avril 2011	-
Date d'enregistrement	09 mars 2001	-	-	15 septembre 2011	27 avril 2011	-
Information des candidats non retenus	-	-	-	-	-	-
Fournisseurs consultés	CFAO TECHNOLOGIES	MEDIA AFRIQUE	MEDIA AFRIQUE	-	-	-

Nombre d'offres reçues	CFAO TECHNOLOGIES	MEDIA AFRIQUE	MEDIA AFRIQUE	DEMARCHES MATERIAUX TENDANCE (DMT)	CABINET SMBF - OPTIMUM	-
Attributaire	CFAO TECHNOLOGIES	MEDIA AFRIQUE	MEDIA AFRIQUE	DEMARCHES MATERIAUX TENDANCE (DMT)	CABINET SMBF - OPTIMUM	FINETECH
Montant du marché	10 269 824 FCFA TTC	767 000 FCFA TTC	1 829 000 FCFA TTC	3 540 000 FCFA TTC	5 605 000 FCFA TTC	3 363 000 FCFA TTC
Non conformités	DRP 2 et 3 ATTRIBUEESA MEDIA AFRIQUE POUR 2 596 000 F CFA Commandes directes de matériels informatiques sans procédure concurrentielle documentée.					
Recommandations	Mettre en œuvre des procédures concurrentielles.					
Commentaires de l'Autorité Contractante						
Appréciation du Consultant						

Description	DRP 7	DRP 8	DRP 9	DRP 10	DRP 11	DRP 12
Nature	Matériel informatique	Fournitures de bureau	Fournitures de supports de communication	Acquisition de matériel de bureau	Acquisition de matériel didactique	Acquisition d'imprimantes
Date de saisine des fournisseurs	-	23 Mars 2011	-	12 Juillet 2011	31 Août 2011	05 mars 2011
Date limite de dépôt des offres	-	30 Mars 2011	20 Mai 2011	22 Juillet 2011	07 Septembre 2011	17 Mars 2011
Délai de préparation des offres	-	06 jours	-	09 jours	06 jours	11 jours
Date d'ouverture des plis	-	30 Mars 2011	20 Mai 2011	25 Juillet 2011	07 Septembre 2011	17 Mars 2011
Date d'attribution	-	07 Avril 2011	20 Mai 2011	26 juillet 2011	15 septembre 2011	23 mars 2011
Notification d'attribution	-	1 ^{er} avril 2011	-	-	-	29 mars 2011
Date de souscription	-	14 Avril 2011	27 Mai 2011	29 Juillet 2011	20 Septembre 2011	31 Mars 2011
Date d'enregistrement		03 Mai 2011	10 Juin 2011	22 Août 2011	04 Octobre 2011	06 Avril 2011
Information des candidats non retenus	-	1 ^{er} avril 2011	-	26 juillet 2011	08 septembre 2011	18 mars 2011
Attributaire	MEDIA AFRIQUE	LUQMAAM ENTREPRISE	SOCALA SA	LUQMAAM ENTREPRISE	ETS LE KALOOM	STABURO SARL
Montant du marché	2 124 000 FCFA TTC	8 891 743 FCFA TTC	5 320 000 FCFA TTC	13 015 400 FCFA TTC	11 705 364 FCFA TTC	14 842 984 FCFA TTC
Délai d'exécution	-	8 jours	-	8 jours	-	08 jours
Non conformités	Une seule lettre d'invitation adressée aux attributaires des marchés a été classée dans le dossier. Elle ne mentionne pas la					

	<p>liste des candidats sollicités et ne fixe pas d'heure limite de dépôt des offres.</p> <p>DRP 8, 9, 11 et 12</p> <p>Les lettres de notification de l'attribution et d'information aux candidats non retenus sont antérieures à l'attribution du marché et l'AC devrait être plus vigilant sur l'utilisation du dateur ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, n'ont pas été déchargées ce qui aurait permis de s'assurer qu'elles ont été bien reçues ;</p> <p>DRP 10 - ACHAT DE MATERIELS DE BUREAU ATTRIBUE A LUQMAN ENTREPRISE POUR 13 015 400 F CFA</p> <p>Les offres des candidats présentent des similitudes suspectes qui laissent entrevoir qu'elles ont été produites par la même source. S'y ajoute que sur l'offre de ENTREPRISE MAMADOU MOUSTAPHA THIAM, l'adresse sur le pied de page n'est pas la même que celle inscrite sur le cachet.</p> <p>DRP 11 - ACHAT DE MATERIEL DE BUREAU ATTRIBUE A ETS KALOOM POUR 11 705 364 F CFA</p> <p>L'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des similitudes laissant entrevoir une collusion entre fournisseurs.</p>
Recommandations	Veiller à la transparence des opérations de passation des marchés.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP 13	DRP 14	DRP 15
Nature	Réalisation de travaux de menuiserie métallique	Supports communication	Formation IPBX – ALCATEL OMNIPCX (OXO)
Date de saisine des fournisseurs	18 Février 2011	06 Mai 2011	18 Février 2011
Date limite de dépôt des offres	10 Mars 2011	15 Mai 2011	28 Février 2011
Délai de préparation des offres	20 jours	08 jours	9 jours
Date d'ouverture des plis	10 Mars 2011	-	-
Date d'attribution	22 mars 2011	-	-
Notification d'attribution	25 mars 2011	-	-
Information des candidats non retenus	15 mars 2011	-	-
Date d'enregistrement	26 Avril 2011	-	-
Attributaire	AFRICAINNE DE CHAUDRONNERIE & TUYAUTERIE	KST TECHNOLOGIE	CFAO TECHNOLOGIES
Montant du marché	14 163 540 FCFA TTC	2 950 000 FCFA TTC	2 124 000 FCFA TTC
Non conformités	DRP 14, DRP 15 Commande directe hors procédure concurrentielle.		
Recommandations	Faire jouer la concurrence pour la sélection des prestataires;		
Commentaires de l'Autorité Contractante			
Appréciation du Consultant			

Description	DRP 1	DRP 2	DRP 3	DRP 4	DRP 5	DRP 6
Nature	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES
Date de saisine des fournisseurs	Néant					
Date d'ouverture des plis	Néant					
Délai de préparation des offres	Néant					
Date d'attribution	Néant					
Notification d'attribution	Néant					
Information des candidats non retenus	Néant					
Fournisseurs consultés	Néant					
Nombre d'offres reçues	Néant					
Attributaire	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)
Montant du marché en F CFA TTC	779 390	1 304 381	1 346 970	533 335	1 020 458	439 031

Véhicules concernés	DK 0363 AC; AD 10 253	DK 0363 AC; DK 5062 AA; DK 8410 AE; 8278 TTC1; 8279 TTC1	DK 5062 AA ; DK 5819 X ; DK 0361 AC ; DK 8410 AE	DK 0363 AC	DK 0363 AC; DK 5062 AA; AD 14 456; AD 12 417	DK 0363 AC; AD 14 224; DK 7087 AE
Exécution	L'ADIE a certifié, le 30 Mai 2011, que le CTE a réalisé les travaux de réparation sur 02 véhicules	L'ADIE a certifié, le 29 Juillet 2011, que le CTE a réalisé les travaux de réparation sur 05 véhicules	L'ADIE a certifié, le 21 Janvier 2011, que le CTE a réalisé les travaux de réparation sur 05 véhicules	L'ADIE a certifié, le 10 Février 2011, que CTE a réalisé les travaux de réparation sur le véhicule	L'ADIE a certifié, le 18 Mars 2011, que le CTE a réalisé les travaux de réparation sur 04 véhicules	L'ADIE a certifié, le 04 Mai 2011, que le CTE a réalisé les travaux de réparation sur 02 véhicules
Non conformités	Commandes directes hors procédure concurrentielle					
Recommandations	Faire jouer la concurrence ; passer un marché de clientèle					
Commentaires de l'Autorité Contractante						
Appréciation du Consultant						

Description	DRP	DRP	DRP	DRP	DRP
Nature	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES	ENTRETIEN ET REPARATION VEHICULES
Date de saisine des fournisseurs	NEANT				
Date d'ouverture des plis	NEANT				
Délai de préparation des offres	NEANT				
Date d'attribution	NEANT				
Notification d'attribution	NEANT				
Information des candidats non retenus	NEANT				
Fournisseurs consultés	NEANT				
Nombre d'offres reçues	NEANT				
Attributaire	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)	COMPTOIR TECHNIQUE D'EQUIPEMENT (CTE)
Montant du marché en F CFA TTC	760 203	2 508 886	954 620	1 085 600	2 124 277
Non conformités	Commandes directes hors procédure concurrentielle.				

Recommandations	Faire jouer la concurrence ; passer un marché de clientèle.
Commentaires de l'Autorité Contractante	
Appréciation du Consultant	

Description	DRP	DRP
Nature	Réparation du Câble Fibre Optique au Niveau de Keur Mbaye FALL sur l'axe Technopole-Rufisque	Travaux de raccordement au réseau E-GOV
Date de saisine des fournisseurs		1 ^{er} Septembre 2011
Date d'ouverture des plis	NEANT	
Délai de préparation des offres	Néant	Non indiqué
Date d'attribution	Néant	
Notification d'attribution	Néant	
Information des candidats non retenus	Néant	
Fournisseurs consultés	Néant	
Nombre d'offres reçues		01 offre reçue : LADCO Surl
Attributaire	GLOBAL SERVICES ENIT	LADCO SUARL
Montant du marché en F CFA TTC	2 646 374	2 347 610
Attestation de précompte de TVA	RAS	
Non conformités	Commandes directes hors procédure concurrentielle.	
Recommandations	Faire jouer la concurrence qu'édicté par le Manuel de classement de l'ARMP.	
Commentaires de l'Autorité Contractante		
Appréciation du Consultant		

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 17 avril 2013



A Monsieur le Directeur Général
de l'Agence de l'Informatique de l'Etat
(ADIE)

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2011

Monsieur le Directeur Général,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'expression de notre parfaite considération.

Ibra Guèye
Associé

PAS DE REPONSE